



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 22-2023AI DU 6 JUIN 2023**  
imposant des mesures complémentaires à la société EDF-CETAC  
dans le cadre d'un projet d'essais de fonctionnement au bioliquide sur la turbine à combustion n° 3  
au sein de son établissement situé à BRENNILIS

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement, notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier les articles L.181-14 et R.181-45 ;
- VU** la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2023-05-26-00001 du 26 mai 2023 donnant délégation de signature à M. Jean-Philippe SETBON, sous-préfet de l'arrondissement de BREST, de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°3-96-A du 16 janvier 1996 autorisant la société EDF-CETAC à exploiter sur le site des Monts d'Arrée à BRENNILIS trois turbines à combustion et un dépôt de liquides inflammables ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020 relatif au réexamen (directive IED) des conditions d'exploitation de l'établissement de la société EDF-CETAC à BRENNILIS ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023/11 AI du 9 février 2023 fixant les prescriptions imposables à EDF-CETAC pour l'exploitation des turbines à combustion de son établissement situé à BRENNILIS et notamment la durée de fonctionnement des turbines et les modalités de rejets atmosphériques ;
- VU** la demande présentée par courrier du 28 février 2023 par l'exploitant de la société EDF-CETAC relative au projet d'essai de fonctionnement au bioliquide sur la turbine à combustion (TAC) n° 3 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 19 avril 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

- VU** le courrier préfectoral du 24 avril 2023 sollicitant des compléments à la demande de l'exploitant du 28 février 2023 susvisée ;
- VU** les compléments transmis par courriel du 5 mai 2023 (dossier référencé T-30508800-2023-000244 Indice B) ;
- VU** la mise à jour de l'étude de dangers réalisée dans le cadre de la demande susvisée ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 12 juin 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 14 juin 2023 ;
- VU** le mail de la société EDF en date du 15 juin 2023 indiquant n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de production d'énergie électrique exploitée sur le site de Brennilis est composée de deux turbines à combustion (TAC n°1 et n°2) d'une puissance thermique unitaire de 255 MWth (85 MWe) et d'une turbine à combustion (TAC n°3) d'une puissance thermique de 375 MWth (125 MWe), fonctionnant au Fuel Oil Domestique (FOD) ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de l'exploitant s'inscrit dans un chantier visant à étudier les opportunités de décarbonation des actifs thermiques d'EDF ;

**CONSIDÉRANT** qu'EDF envisage d'utiliser un bioliquide de type HVO (Huiles Végétales Hydrotraitées) en remplacement du FOD ;

**CONSIDÉRANT** qu'EDF doit valider la faisabilité technique de ce projet par la réalisation d'essais de fonctionnement sur plusieurs types de turbines à combustion du parc existant ;

**CONSIDÉRANT** que les essais sur la TAC n°3 du site de Brennilis constituent la première étape du projet et ont pour but d'évaluer les performances techniques et environnementales de ce combustible alternatif, notamment en termes d'émissions atmosphériques ;

**CONSIDÉRANT** que les essais envisagés ne provoquent pas d'accroissement de la durée annuelle de fonctionnement autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 février 2023 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'EDF-CETAC constitue une modification temporaire d'un site régulièrement exploité, notable et non substantielle, au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement, des conditions de fonctionnement de la TAC n° 3 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification envisagée ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale au regard de l'article R. 122-2 du code de l'environnement et des critères de l'annexe III de la directive 2011/92/UE ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de l'exploitant en date du 28 février 2023, complétée le 5 mai 2023, prend en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les impacts et les dangers occasionnés par les modifications de l'installation ne sont pas prévenues par les prescriptions fixées par les actes préfectoraux en vigueur et ne permettent pas de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R 181-45 du même code ;

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1.1. Bénéficiaire**

La société EDF, dont le siège social est situé 22-30 Avenue Wagram – 75008 PARIS, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations EDF-CETAC (site de Brennilis) – 29690 BRENNILIS (AIOT n°0005500521). Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs sur toute la durée mentionnée à l'article 1.3.

#### **Article 1.2. Modification temporaire**

L'exploitant est autorisé à réaliser des essais de combustion au bioliquide de type HVO (Hydrotreated Vegetable Oil ou huile végétale hydrotraitee) sur la turbine à combustion (TAC) n°3, conformément aux prescriptions particulières du présent arrêté et aux éléments mentionnés dans le dossier susvisé transmis le 5 mai 2023.

#### **Article 1.3. Durée de la modification**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent pendant toute la durée des essais prévus dans le dossier susvisé transmis le 5 mai 2023.

#### **Article 1.4. Quantité maximale de combustible**

La quantité maximale de HVO présente au sein de l'établissement est de 325 m<sup>3</sup>, soit 260 t.

#### **Article 1.5. Nature des équipements provisoires**

L'exploitant met en place des équipements provisoires comprenant a minima des réservoirs de stockage, des pompes électriques, des flexibles de raccordement et des groupes électrogènes. Ces équipements, décrits aux chapitres 2, 3 et 4 du présent arrêté, sont présents au sein de l'installation pendant la durée mentionnée à l'article 1.3.

#### **Article 1.6. Modalités d'implantation des équipements provisoires**

Conformément aux schémas en annexes 1 et 2 du présent arrêté, les équipements provisoires mentionnés à l'article 1.4 sont implantés sur 3 des 4 voies existantes de l'aire de dépotage de FOD du site. La voie restante est laissée libre pour les opérations de dépotage du HVO.

#### **Article 1.7. Clôture**

L'aire de dépotage est clôturée au moyen de barrières pendant la durée mentionnée à l'article 1.3.

#### **Article 1.8. Rapport de synthèse**

L'exploitant établit le rapport de synthèse des essais de fonctionnement.

Le rapport mentionné à l'alinéa précédent est transmis à l'inspection des installations classées dans les quatre mois qui suivent la finalisation des opérations. Ce rapport positionne notamment, pour chaque polluant mesuré à l'émission, le ratio flux rejeté/quantité de HVO consommée. L'exploitant y intègre les conclusions relatives à la démonstration de la pertinence de pérenniser les dispositifs de sécurité mentionnés aux articles 4.2 et 4.4 du présent arrêté, visant la réduction des risques engendrés par l'installation (incendie et pollution accidentelle) hors de la période des essais.

### **CHAPITRE 2 - PHASE DE DÉPOTAGE DE HVO**

#### **Article 2.1. Réservoirs de stockage**

Le HVO est stocké dans cinq réservoirs double enveloppe d'une capacité unitaire de 70 m<sup>3</sup> (dimensions hors tout en service : 13,1 m (L) ; 2,505 m (l), 4,721 m (h)). Chaque réservoir est équipé d'un système de détection de fuite et d'un indicateur de niveau de fluide. Ces dispositifs sont accessibles et lisibles par le personnel d'exploitation du site.

#### **Article 2.2. Installation de dépotage**

Une pompe de dépotage assure le transfert du HVO à partir des citernes routières vers les 5 réservoirs de stockage, par l'intermédiaire de flexibles et d'un manifold équipé de vannes. La pompe de dépotage est alimentée électriquement par un groupe électrogène équipé d'un réservoir de gasoil de 280 L, d'une rétention intégrée et d'une commande d'arrêt d'urgence accessible en permanence.

#### **Article 2.3. Approvisionnement du HVO**

Durant les opérations de dépotage, l'exploitant assure le suivi en continu du niveau de fluide dans les cinq réservoirs.

#### **Article 2.4. Mise en sécurité du stockage de HVO**

Après le remplissage des réservoirs et jusqu'à l'utilisation du HVO pour les essais, les vannes d'isolement des réservoirs sont cadenassées fermées.

#### **Article 2.5. Organisation des opérations de dépotage**

Chaque opération de dépotage se fait sous la surveillance permanente d'au moins une personne nommément désignée. Cette surveillance porte notamment sur le raccordement du flexible à la citerne routière, le fonctionnement de la pompe de dépotage, la surveillance des équipements connexes et le suivi du niveau de fluide dans les réservoirs. Les opérateurs sont formés à la gestion des risques liés aux opérations de dépotage.

#### **Article 2.6. Dépotage de FOD**

Le dépotage de FOD est interdit pendant la durée mentionnée à l'article 1.3.

### **CHAPITRE 3 - PHASE DE SOUTIRAGE DE HVO**

#### **Article 3.1. Réservoir de soutirage**

Le circuit de soutirage du HVO vers la TAC est raccordé à un seul des cinq réservoirs, appelé « réservoir de soutirage ».

#### **Article 3.2. Transfert vers le réservoir de soutirage**

Une pompe de remplissage assure le transfert du HVO à partir des quatre autres réservoirs vers le réservoir de soutirage, par l'intermédiaire de flexibles et d'un manifold équipé de vannes. La pompe de remplissage est équipée d'un variateur de débit permettant d'assurer un volume suffisant dans le réservoir de soutirage. Une pompe d'appui au démarrage est installée entre le réservoir de soutirage et la tuyauterie de soutirage au moyen de flexibles. Les deux pompes sont alimentées électriquement par le groupe électrogène servant à l'alimentation de la pompe de dépotage décrit à l'article 2.2.

#### **Article 3.3. Transfert vers le local pomperie existant**

L'exploitant met en place les équipements provisoires nécessaires au transfert du combustible du réservoir de soutirage vers la pompe de gavage de la TAC n°3.

#### **Article 3.4. Organisation des opérations de soutirage**

Chaque opération de soutirage se fait sous la surveillance permanente d'au moins une personne nommément désignée. Cette surveillance porte notamment sur le raccordement des flexibles au réservoir de soutirage, le fonctionnement de la pompe de soutirage, les équipements connexes et le niveau de fluide dans le réservoir de soutirage. Les opérateurs sont formés à la gestion des risques liés aux opérations de soutirage.

### **CHAPITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES**

#### **Article 4.1. Déversement accidentel sur l'aire de dépotage**

La zone d'implantation des équipements provisoires définie à l'article 1.5 du présent arrêté dispose d'une fosse de rétention d'une capacité de 12 m<sup>3</sup>, équipée d'un dispositif d'obturation permettant l'isolement des effluents recueillis. Ce dispositif est actionnable en toute circonstance.

## **Article 4.2. Rétention complémentaire**

### **Article 4.2.1. Dispositif de mesure de niveau**

L'exploitant met en place un capteur de niveau haut dans la fosse de rétention décrite à l'article 4.1 ainsi qu'une pompe permettant le transfert d'un éventuel trop-plein vers le dispositif de rétention des réservoirs de FOD mentionnés à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 août 2020 susvisé.

### **Article 4.2.2. Modalités de transfert vers la rétention déportée**

La pompe de transfert est alimentée électriquement par un groupe électrogène équipé d'un réservoir de gasoil de 280 L, d'une rétention intégrée et d'une commande d'arrêt d'urgence accessible en permanence.

La pompe s'enclenche de façon automatique par détection de niveau haut dans la fosse de rétention décrite à l'article 4.1. Les flexibles, pompe de transfert et groupe électrogène sont positionnés sur une bache à égouttures selon le schéma d'implantation présenté en annexe 2 du présent arrêté.

La pompe est désactivée automatiquement en cas de détection d'un incendie affectant la zone d'implantation des réservoirs décrite à l'article 1.6, dans un délai compatible avec la cinétique de l'évènement, de manière à prévenir toute propagation de l'incendie vers le dispositif de rétention des réservoirs de FOD mentionnée à l'article 4.2.1. Dans cette situation, l'exploitant met en place, dans le même délai, des dispositifs additionnels alternatifs adaptés afin de contenir l'ensemble des liquides répandus dans le périmètre de l'installation.

### **Article 4.3. Fuite au niveau des flexibles**

L'ensemble des flexibles nécessaires à la réalisation des essais sont équipés de récupérateurs d'égouttures au niveau des connexions.

### **Article 4.4. Risque incendie**

L'exploitant dispose des moyens de protection de type « queues de paon » à mettre en place en cas de besoin pour former un rideau d'eau afin d'éviter l'échauffement des réservoirs de HVO en cas d'incendie à leur proximité et la propagation d'un incendie aux zones boisées à proximité de l'établissement.

Les moyens de défense incendie respectent les dispositions de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, pour le scénario de feu de nappe au niveau des réservoirs de stockage temporaires, en tenant compte de la valeur du taux d'application réglementaire mentionné à la même annexe. Des moyens complémentaires sont mis en place le cas échéant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs nécessaires.

## **CHAPITRE 5 - DISPOSITIFS ASSURANT LA SÉCURITÉ**

### **Article 5.1. Surveillance des dispositifs de sécurité**

Les dispositifs assurant la sécurité prévus aux chapitres 2 et 4 du présent arrêté sont asservis à une alarme sonore et visuelle permettant d'assurer en toutes circonstances l'alerte précoce des personnes formées à la gestion d'un incident et d'un accident. Des consignes précisent la conduite à tenir en cas de dérive, d'indisponibilité, de maintenance ou d'enclenchement de ces dispositifs. Ces dispositifs sont disponibles et opérationnels à tout moment (24h/24, 7j/7), y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Ces consignes ont le même statut que celles mentionnées dans le POI existant et sont conservés au même endroit.

### **Article 5.2. Essais de fonctionnement**

Avant le début des opérations de dépotage de HVO décrites au chapitre 2, l'exploitant réalise des essais de fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés aux articles 4.2 et 4.4 du présent arrêté. Les résultats de ces essais sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 6 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

### Article 6.1. Rejets atmosphériques

#### Article 6.1.1. Auto-surveillance

Les émissions en NO<sub>x</sub>, CO, poussières et SO<sub>2</sub> sont contrôlées en continu selon le programme d'auto-surveillance prévu à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020 susvisé.

#### Article 6.1.2. Mesures complémentaires

En complément de l'auto-surveillance prescrite à l'article 6.1.1, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesures, de prélèvements et d'analyses est réalisée dans les rejets atmosphériques par un organisme accrédité, le jour des essais de fonctionnement au HVO, selon le programme analytique suivant :

Famille	Substances	
Polluants gazeux	NO <sub>x</sub> , SO <sub>2</sub> , CO	
Poussières	TSP (particules totales en suspension)	
Métaux	Mn, Cd, Co, Cr, Sb, Te, Cu, Se, As, Pb, Zn, V, Ti, Sn, Ni, Hg	
Composés organiques volatils	COVNM, formaldéhyde	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	Indéno (1,2,3-cd)pyrène	Acénaphène
	Benzo(k)fluoranthène	Chrysène
	Benzo(a)pyrène	Benzo(a)anthracène
	Benzo(g,h,i)pérylène	Dibenzo(a,h)anthracène
	Fluoranthène	Acénaphthylène
	Naphtalène	Pyrène
	Anthracène	Fluorène
	Phénanthrène	Benzo(b)fluoranthène

#### Article 6.1.3. Surveillance dans l'environnement

L'exploitant réalise une campagne de surveillance dans l'environnement sur une période représentative du fonctionnement normal de la TAC au FOD et du fonctionnement temporaire de la TAC au HVO, selon le programme analytique mentionné à l'article 6.1.2. La localisation des points de mesures est déterminée en fonction des conditions météorologiques. Une station météorologique est implantée à proximité du site afin de collecter la direction et la vitesse du vent.

### Article 6.2. Déchets

Les égouttures potentielles ainsi que le volume résiduel de HVO sont collectés sur le site et évacués vers des installations de traitement adaptées.

### Article 6.3. Eaux souterraines

Une campagne de surveillance des eaux souterraines est réalisée avant les opérations de dépotage de HVO décrites au chapitre 2. Elle porte sur les paramètres mentionnés à l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 août 2020 susvisé.

## CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 7.1 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère.

## Article 7.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## Article 7.3. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Brennilis et à la société EDF-CETAC (site de Brennilis).

QUIMPER, le **16 JUIN 2023**

Pour le préfet,  
le secrétaire général par intérim,

  
Jean-Philippe SETBON

### DESTINATAIRES :

- Mme la sous-préfète de CHÂTEAULIN
- M. le maire de BRENNILIS
- Mme l'inspectrice de l'environnement spécialité installations classées - DREAL, UD29
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - SPPR, DRC
- M. le directeur de la société EDF-CETAC (site de Brennilis)